Communiqué de presse

8 septembre 2026

LOGEMENT DES JEUNES : 10 PROPOSITIONS CONTRE L'INJUSTICE SOCIALE

Sans logement stable, comment demander à des jeunes de se former, de travailler, de se projeter ou de construire leur avenir ? Présentes sur l'ensemble du territoire et engagées quotidiennement auprès de centaines de milliers de jeunes, la Fédération des acteurs de la solidarité (FAS), l'Union nationale pour l'habitat des jeunes (UNHAJ), l'Union nationale des comités locaux pour le logement autonome des jeunes (UNCLLAJ), l'Union professionnelle du logement accompagné (UNAFO) et l'Union nationale des missions locales (UNML) s'unissent pour formuler 10 propositions destinées à prévenir les conséquences sociales, économiques et professionnelles de l'aggravation des difficultés d'accès au logement des jeunes.

LES JEUNES, PREMIERES VICTIMES DE LA CRISE DU LOGEMENT

Alors que le rapport conjoint du Conseil d'orientation des politiques de jeunesse (COJ) et du Conseil national de l'habitat (CNH) alertait dès 2025 sur la situation du logement des jeunes, les difficultés continuent de fragiliser leurs parcours.

Étudiants, alternants, jeunes actifs, jeunes parents ou jeunes majeurs sortant de l'Aide Sociale à l'Enfance : si leurs situations sont diverses, ils se heurtent tous à une même réalité, celle d'un accès au logement devenu de plus en plus difficile. À une période de la vie où se construisent les études, l'insertion professionnelle et l'autonomie, le logement constitue bien plus qu'un simple toit. Il est une condition essentielle d'émancipation et d'accès aux droits, permettant aux jeunes de poser les bases de leur avenir et de prendre pleinement leur place dans la société. Aujourd'hui, sans accès au logement, c'est l'avenir des jeunes et celui de la société toute entière qui est en danger.

DES SIGNAUX D'ALERTE QUI APPELLENT UNE REPONSE A LA HAUTEUR

En raison de l'insuffisance du parc de logements dédiés aux jeunes et de logements sociaux, les jeunes sont contraints de se tourner massivement vers le parc privé, où les règles du marché sont devenues "hors de contrôle" et "massivement détournées" selon une étude publiée en juillet 2026 par Que Choisir Ensemble[1]. Celle-ci indique que 95 % des annonces dans les grandes villes dépassent d'en moyenne 234 € les plafonds autorisés par l'encadrement des loyers, avec des loyers pouvant aller jusqu'à 900 € selon les villes, pour des studios de 15m². Les jeunes décohabitants disposent d'un revenu médian de 939 € par mois. Pour beaucoup, les coûts démesurés du marché locatif constituent ainsi un obstacle majeur à l'accès au logement, mais aussi à l'emploi : faute de pouvoir se loger, les jeunes sont contraints de renoncer à certains emplois, ou de choisir leur voie en fonction des possibilités de logement plutôt que l'inverse.

[1] Étude Logement Etudiant du 7 juillet 2026, Que Choisir Ensemble. www.inegalites.fr/Les-tres-bas-revenus-des-jeunes-adultes

Cette injustice sociale a des répercussions encore plus dramatiques pour les jeunes les plus précaires. Près de 10 000 jeunes accompagnés par les Missions Locales sont sans hébergement ou hébergés dans des structures d'urgence. Une enquête de la FAS de 2026 menée auprès de 389 structures de la veille sociale (maraudes et accueils de jour) au niveau national, indique que 86% d'entre elles rencontrent des jeunes de 18 à 25 ans dans leurs activités de repérage, d'orientation et accompagnement (*enquête à paraître fin 2026*). Sans surprise, le sans-abrisme touche en priorité les jeunes déjà vulnérabilisés dans leur enfance : selon l'INSEE, un quart des personnes sans domicile âgées de 18 à 25 ans sont d'anciens enfants confiés à l'Aide Sociale à l'Enfance.

Ainsi, pour des jeunes issus de familles en difficulté, grandir n'est plus synonyme d'émancipation mais de dégradation des conditions de vie, jusqu'au risque de vie à la rue.

NOS 10 PROPOSITIONS

Face à cette urgence sociale, nos cinq organisations appellent à une mobilisation ambitieuse autour de trois grands axes : amplifier la dynamique de production de logements adaptés, assurer des ressources suffisantes pour les jeunes et renforcer les moyens de l'accompagnement.

→ Accéder au détail des propositions ici : Lien document des recommandations

CONTACTS PRESSE

Alice Dekker - Unhaj - alice@alicedekker-rp.fr - 06 16 58 21 60
Charlotte Abello - FAS - charlotte.abello@federationsolidarite.org - 06 17 80 03 52
Jordan Chevreau – UNAFO - jordan.chevreau@unafo.org - 06.28.01.06.97
Cécile Bel – UNCLLAJ - com@uncllaj.org 09 72 53 49 35
Edith Le Gourrier – UNML- elegourrier@unml.info - 06 35 82 20 46